



La quinzaine nordique

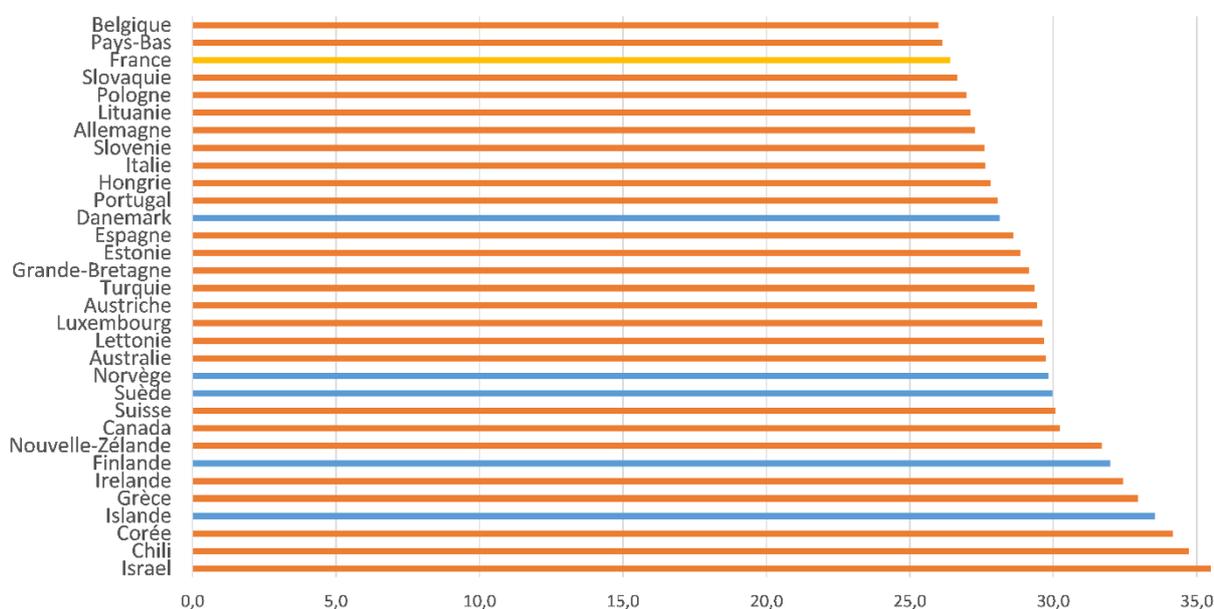
© DG Trésor

N° 185 du 31 octobre 2019

Pays Nordiques

Education. La tradition nordique de prendre une ou plusieurs années sabbatiques afin de travailler et/ou voyager avant de débiter ses études se répercute sur l'âge moyen des diplômés de l'enseignement supérieur. Selon le rapport 2019 de l'OCDE, *Education at a glance*, l'âge moyen en France pour un diplôme de niveau licence (bac +3) est de 23,3 ans, le plus faible des pays de l'OCDE, contre 26,4 ans en Norvège, 27,1 ans au Danemark, 27,9 ans en Suède, 28,3 ans en Finlande et 29,3 ans en Islande. Pour le niveau Master (bac +5), l'âge moyen en France est de 26,4 ans, contre 28,1 ans au Danemark, 29,8 ans en Norvège, 30 ans en Suède, 32 ans en Finlande et 33,5 ans en Islande.

Âge moyen de l'obtention d'un diplôme bac +5 dans les pays de l'OCDE (2017)



Achat du voyageur Ving (Thomas Cook Northern Europe). Le groupe Ving, filiale nordique du voyageur britannique Thomas Cook ayant fait faillite en septembre, vient d'être racheté par l'homme d'affaires norvégien Petter Stordalen (via sa société d'investissements Strawberry Group qui acquiert 40% du capital de Ving) et les entreprises de capital-risque Altor (40% du capital) et TDR Capital (20% du capital). L'investissement total s'élève à 6 Mds€ et va permettre de conserver les 2 300 employés du groupe Ving et d'assurer l'ensemble des voyages réservés. Alors que Thomas Cook a connu d'importantes difficultés au niveau européen, le groupe Ving a toujours été rentable et a enregistré son second meilleur résultat en 2018 avec une marge d'exploitation de 140 M€ et une marge bénéficiaire de 9,3%.

Danemark

Référendum sur l'Union bancaire. Dans une interview accordée au journal *Jyllands-Posten*, la Première ministre danoise, Mette Frederiksen, a déclaré que l'adhésion éventuelle du Danemark à l'Union bancaire européenne sera soumise, le cas échéant, à un référendum. Un comité d'experts doit, en effet, remettre ses recommandations avant la fin de l'année. Dans ce groupe siègent la Banque centrale danoise (*Danmarks Nationalbank*), l'Autorité de surveillance financière (*Finanstilsynet*) et le ministre de l'Industrie et du Commerce.

Conjoncture. Selon une enquête de l'institut de sondage, *Greens Analyseinstitut*, 44% des dirigeants d'entreprise danois anticipent une récession en 2019 ou en 2020. Il apparaît que 68% des entreprises ont réduit leurs coûts, 53% ont reporté leurs investissements, 40% n'ont pas embauché de nouveaux employés et 27% ont licencié. Il existe un réel risque que ces anticipations deviennent auto-réalisatrices, par le canal de la baisse des investissements et l'arrêt des embauches. A cet égard, Thomas Søby, économiste en chef du syndicat *Dansk Metal*, convient qu'un ralentissement existe mais rappelle que l'emploi continue de progresser.

Inflation. Au Danemark, les prix à la consommation n'ont augmenté que de 0,5% en septembre 2019 par rapport à septembre 2018. Au sein de l'Union européenne, seuls l'Espagne, la Grèce, le Portugal et la Macédoine du Nord ont



une inflation plus basse que le Danemark. Cette évolution est due à la chute de prix de certains biens (-3,4% pour les vêtements par exemple), selon la banque danoise *Jyske Bank*. Cette dernière estime que l'inflation sur l'ensemble de l'année 2019 devrait se situer à +0,8% et que les salaires devraient augmenter de 2%.

Retraites. Les personnes âgées, qui pourraient prendre leur retraite à l'âge de 65 ans, continuent, pour la grande majorité d'entre elles, à travailler passé cet âge. Selon une étude de l'Institut danois de statistiques (*Danmarks Statistik*), en 2019, 94% des femmes et des hommes dans leur 66^{ème} année occupaient toujours un emploi. Suite à la loi sur les retraites de 2011, l'âge à la retraite augmentera de 6 mois tous les ans sur la période 2019-2022 afin d'atteindre 67 ans. En cas de retraite anticipée, le système danois inclut également une réduction du montant versé appliquée au prorata du nombre d'années manquantes. L'équilibre structurel du système pourrait être atteint en 2025.

Dettes. Selon Eurostat, le ratio de la dette publique par rapport au PIB en 2018 était de 34,1% au Danemark. Le pays possède le 5^{ème} niveau de dette le plus bas de l'Union européenne (après l'Estonie, le Luxembourg, la Bulgarie et la République Tchèque).

Finlande

Négociations salariales. Les conventions collectives de plus de 200 000 employés sont arrivées à leur terme le 31 octobre. La principale pierre d'achoppement des négociations en cours porte sur la reconduction ou non de mesures prises dans le cadre du Pacte de Compétitivité mis en place par le précédent gouvernement. Les négociations devraient en particulier se focaliser sur le renouvellement de la mesure consistant à allonger le temps de travail de trois jours sans contrepartie financière. Depuis septembre 2017, les négociations de conventions collectives sont décentralisées, désormais conduites au niveau des branches entre syndicats et patronat. Elles fixent les règles en matière de rémunération et de conditions de travail (temps de travail, congés, formations, ou encore salaire minimum). Les négociations doivent durer jusqu'au printemps 2020.

Nokia. Nokia a publié un rapport intérimaire (juillet-septembre) faisant preuve de l'état regrettable de l'entreprise dans la compétition 5G face aux concurrents, dont notamment le suédois Ericsson. La prévision de rentabilité de Nokia ayant subi un coup dur, le cours de l'action a été revu en baisse de 23% dans la bourse d'Helsinki. Selon la presse locale, Nokia assure depuis des années être en mesure d'apporter de nouvelles technologies sur le marché mais paraît pourtant toujours incapable de répondre à la concurrence internationale. En 2019, l'entreprise a embauché 350 personnes dont la plupart seront à Oulu, où Nokia compte focaliser ses activités de R&D en matière de 5G.

Islande

Lutte anti-blanchiment. L'Islande a été inscrite sur la liste grise du Groupe d'Action Financière (GAFI) à la suite de sa réunion plénière à Paris, du 16 au 18 octobre dernier. Les réactions des autorités et de la presse sont restées mesurées. Le gouvernement islandais a indiqué être en désaccord avec cette décision, considérée disproportionnée au vu des efforts accomplis pour améliorer et renforcer le cadre légal de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme. L'Islande se retrouve aux côtés de pays tels que la Syrie, le Pakistan ou le Yémen, où la corruption est considérée comme endémique. À l'initiative à la fois des ministres de l'Economie et des Finances et de la Justice et d'une commission parlementaire, des enquêtes ont été ouvertes pour analyser la gestion du dossier par l'administration islandaise, ses relations avec le GAFI depuis 2006, ainsi que la manière dont l'Islande pourrait sortir de cette liste.

Fonds souverain. Le 22 octobre le ministre de l'Economie et des Finances, Bjarni Benediktsson a soumis un projet de loi au parlement islandais pour la mise en place d'un fonds national. Ce fonds destiné à aider l'Islande à faire face aux catastrophes naturelles et aux aléas de son économie, devrait permettre de lever 300 Mds ISK (2,2Mds€) au cours des 15 prochaines années. Il serait alimenté par les revenus tirés des ressources énergétiques ainsi que des dividendes de Landsvirkjun, une entreprise du secteur de l'énergie appartenant à l'État. Alors que le ministre a rappelé que la création de ce fonds national n'impacterait pas les performances du Trésor, des critiques demeurent concernant l'affectation de cet argent à court terme.

Norvège

Environnement. Le 23 et 24 Octobre, se tenait à Oslo la conférence internationale « Our Ocean ». Plus d'une centaine de pays ont participé à cet événement. Selon la ministre des Affaires Etrangères norvégienne, Ine Eriksen Søreide, 370 engagements ont été pris à horizon 2020-2024 pour un montant de 583 Mds NOK (58 Mds€) d'aide à la protection des océans. La Norvège a de son côté pris 17 engagements pour un montant total de 3 Mds NOK (300 M€) comme par exemple la lutte contre la pollution plastique des océans.

Découvertes de gisements de pétrole. Selon le cabinet Global Data, la Norvège a découvert le plus de gisements de pétrole dans le monde au 3^{ème} trimestre (6 sur 38), suivie par la Colombie (5).

Fonds souverain. Le 25 octobre, la valeur du Fonds pétrolier a dépassé les 10 trillions NOK, un record historique. Les



prélèvements dans le fonds souverain représentent cette année 17% du budget national. Son directeur Yngve Slyngstad rappelle qu'il s'agit du « seul fonds d'Etat de cette taille dans une démocratie ».

Norwegian. La compagnie aérienne Norwegian Air Shuttle (Norwegian) a annoncé le 17 Octobre 2019 un partenariat avec la compagnie *low cost* américaine Jet Blue. Ce partenariat permettra aux passagers de réserver des vols des deux compagnies en une seule transaction sans changer de site internet. Norwegian a récemment été contraint de supprimer plusieurs vols vers le continent américain, considérés comme pas assez rentables. Grâce à ce partenariat, les passagers européens pourront faire escale aux Etats-Unis (par exemple à New York JFK ou à Boston) via un vol Norwegian puis pourront prendre un vol Jet Blue pour rejoindre les autres destinations du continent américain. Le partenariat devrait démarrer en milieu d'année prochaine.

Norske Skog. Le 21 Octobre 2019, l'entreprise norvégienne de production de papier Norske Skog a fait son retour à la Bourse d'Oslo. Pour rappel, Norske Skog avait fait faillite fin 2017 avant d'être racheté en 2018 par le fonds d'investissement britannique Oceanwood Capital Management. L'introduction en bourse a été réalisée par ABG Sundal Collier, DNB Markets et Carnegie. En Juin 2019, l'entreprise norvégienne avait déjà renoué avec les marchés financiers en émettant une obligation de trois ans d'un montant de 125 €.

Suède

Pauvreté. Environ 2% des habitants en Suède (160 000 personnes) vivent dans un dénuement matériel extrême (selon la définition de l'UE), contre 6% en moyenne dans l'Union européenne. Le taux suédois est stable depuis quelques années et oscille entre 1 et 2%, ce qui est le niveau le plus bas dans l'UE après le Luxembourg. Ce niveau est également inférieur à celui observé en Finlande et au Danemark (taux de l'ordre de 3 à 3,5%). Le taux pauvreté réelle en Suède s'élève en revanche à 10% pour les chômeurs, 4% pour les personnes étrangères et 1% pour celles nées en Suède.

Négociations salariales. Les négociations salariales et le renouvellement des conventions collectives de 2,8 millions de salariés débuteront le 20 décembre et devront, pour la majorité, être conclues d'ici le 31 mars pour éviter des conflits sociaux. Depuis 1997, les fédérations syndicales et patronales représentant les différentes branches de l'industrie ont signé un accord destiné à préserver la compétitivité de l'industrie suédoise. Pour ce faire, les négociations salariales (organisées en par branches) doivent commencer d'abord par la branche des industries exportatrices et donc exposées à la concurrence internationale, qui fournit la référence pour l'augmentation des salaires dans les branches non exposées. Cette année les syndicats des employés des communes et de l'industrie papetière ont annoncé qu'ils ne respecteront pas ce processus de négociation, et la détérioration de la solidarité syndicale (surtout entre les 14 branches professionnelles de la Confédération des cols bleus LO) va compliquer la démarche.

Agriculture. La production végétale suédoise atteint des niveaux record. Après une année 2018 catastrophique en raison de la sécheresse, la récolte céréalière a été la 3^{ème} plus élevée des 20 dernières années. Elle atteindra 5,9 Mt en 2019, soit 80 % de plus qu'en 2018. Les bonnes conditions météorologiques ont permis des rendements à l'hectare record (7 300 kg/ha pour le blé d'automne). De même, la récolte d'oléagineux est la 3^{ème} plus élevée depuis 20 ans avec 0,4 Mt récoltées. Le colza d'automne représente 95 % de la récolte d'oléagineux en volume.

Foncier agricole. Alors que le prix du foncier agricole a été relativement stable entre 1990 et 2004 (autour de 1000 €/ha pour les pâturages et de 2 000 €/ha pour les terres arables), la hausse observée depuis 2005 se poursuit à un rythme régulier. Le prix moyen des pâturages était proche de 4 000 €/ha en 2018 (9 000 €/ha pour les terres arables). Le prix du foncier agricole a donc été multiplié par 4 au cours des 14 dernières années, ce qui correspondant à une augmentation moyenne en valeur proche de 10 % par an. La mise en place des aides directes à l'hectare liée aux réformes de la PAC serait la principale cause de cette évolution, selon le ministère suédois des Affaires rurales.

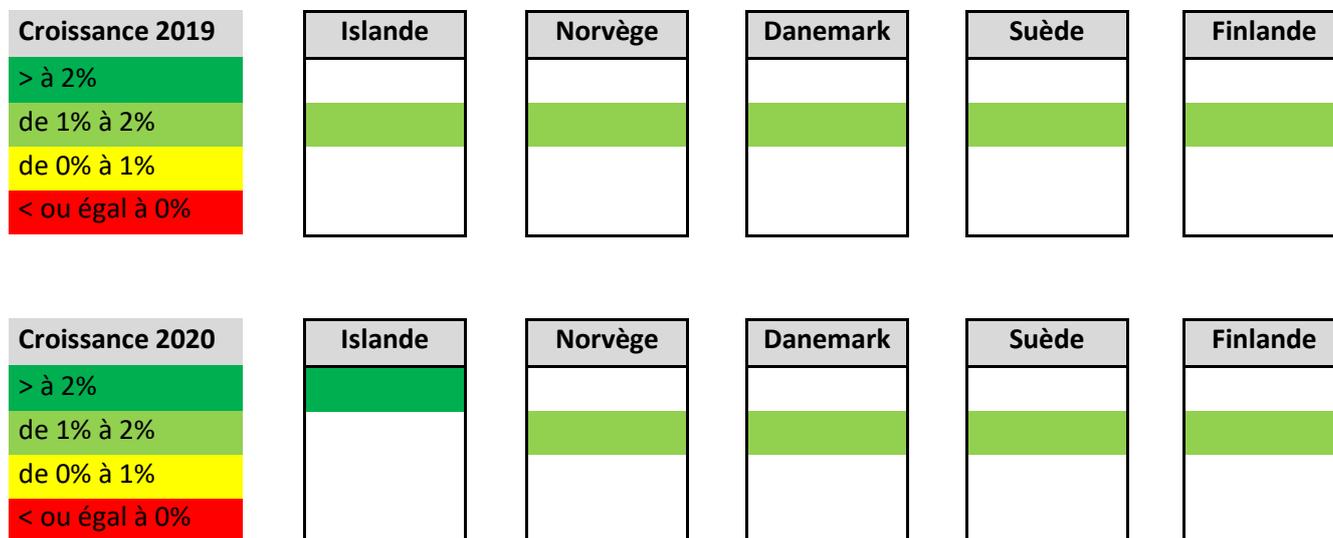
Transports ferroviaires/SJ. L'opérateur ferroviaire SJ (issu du monopole) a enregistré un gain avant impôt de 198 MSEK pour le troisième trimestre contre 93 MSEK à la même période l'année dernière. Les voyageurs suédois ont privilégié le train à la voiture et à l'avion ; les réservations auprès de la compagnie SJ ont augmenté de 11% alors que les réservations de vols intérieurs accusent une baisse de 8%. Cette tendance peut s'expliquer par la popularité du mouvement *flygskam* (honte de prendre l'avion) mais également par les investissements réalisés par SJ qui ont probablement contribué à l'augmentation de la ponctualité des trains. Celle-ci, qui représente le nombre de trains à l'heure ou avec un retard maximum de 5 minutes, est passée de 75% (3^{ème} trimestre 2018) à 82% (2019) pour les longues distances et de 88% à 93% pour les distances moyennes à courtes.

Spotify. Le géant suédois de la musique streaming enregistre des résultats supérieurs aux prévisions pour le troisième trimestre avec un chiffre d'affaires de 1,73 Md€ et un résultat d'exploitation de 54 M€ alors que les analystes avaient estimé une perte de 21 M€. Ces bons résultats sont en partie liés à une augmentation de 30% du nombre d'utilisateurs mensuels qui s'élève dorénavant à 248 millions dont 113 millions d'abonnés (utilisateurs payants). Ce sont avant tout les marchés émergents récemment investis par Spotify tels l'Amérique latine, l'Asie du Sud Est et l'Inde, qui contribuent à cette hausse.



La quinzaine nordique – 18 octobre 2019 © DG Trésor

1. Prévisions de croissance pour les pays nordiques



Source : Commission Européenne, prévisions d'hiver (février 2019)

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020
PIB										
Gouvernement	1,7	1,6	1,7	1,2	2,1	3,4	1,6	1,4	-	-
Banque centrale	1,8	1,7	1,6	1,5	2,0	2,3	1,5	1,5	-0,2	1,9
Institut stat./conj****.	2	1,7	2,4	1,4	2,1	2,5	1,5	1,3	-0,2	2,6
Commission*	1,7	1,6	1,6	1,2	1,8	1,8	1,4	1,6	1,8	2,8
FMI**	1,7	1,9	1,2	1,5	1,9	2,4	0,9	1,5	0,8	1,6
OCDE***	2,1	1,7	1,5	1,4	1,8	2,1	1,6	1,6	1,0	2,4
SEB	1,9	1,7	1,5	1,6	2,0	2,9	1,5	1,3	-	-
Nordea	1,8	1,5	1,2	1,0	2,5	2,3	1,4	1,0	-	-
Danske Bank	2,0	1,3	1,2	1,8	2,6	2,2	1,0	0,7	-	-

Source :

* Prévisions de printemps (mai 2019)

** World Economic Outlook (avril 2019)

*** Perspectives économiques (mai 2019)

**** Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statische

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

En vert : amélioration



2. Autres indicateurs macroéconomiques

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020
Déficit public										
Gouvernement	0,2	0,0	-0,6	-0,3	7,2	7,6	0,6	0,3	-	-
Commission*	0,6	-0,1	-0,4	-0,2	7,7	7,6	0,4	0,4	1,3	0,7
FMI**	0,2	0,0	-0,7	-1,0	7,6	7,8	0,4	0,3	-0,7	0,1
OCDE***	0,3	0,2	-0,4	0,1	7,8	7,8	0,8	1,0	0,0	-0,2

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020
Dette publique										
Gouvernement	34,6	33,5	59,1	57,8	-	-	34,5	33,4	-	-
Commission*	33,0	32,5	58,3	57,7	32,1	30,7	34,4	32,4	38,6	36,2
FMI**	33,0	31,8	58,9	59,1	40,0	40,0	36,9	35,4	33,6	31,5

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020
Autres										
inflation (IPCH)*	1,3	1,5	1,4	1,6	2,6	2,3	1,5	1,6	3,5	3,0
cons. privée*	2,0	2,1	1,6	1,4	1,8	1,7	1,8	2,2	3,4	2,8
chômage (BIT)*	4,8	4,7	6,7	6,2	3,4	3,3	6,4	6,4	3,2	3,3

Source :

 * *Prévisions de printemps (mai 2019)*

 ** *World Economic Outlook (avril 2019)*

 *** *Perspectives économiques (mai 2019)*

 **** *Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statis*
Code couleur des mises à jour :
En gras : mise à jour sans changement

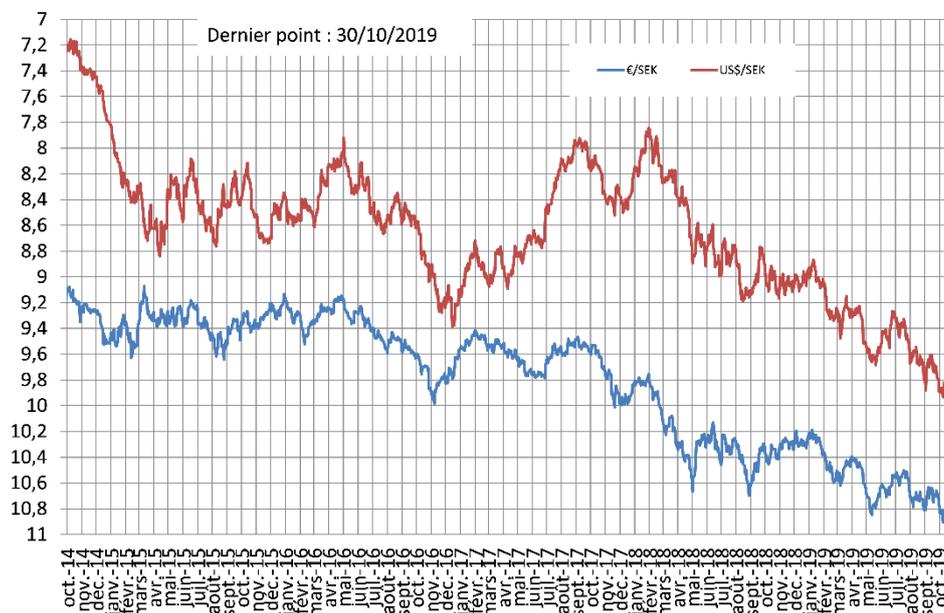
En rouge : dégradation

En vert : amélioration

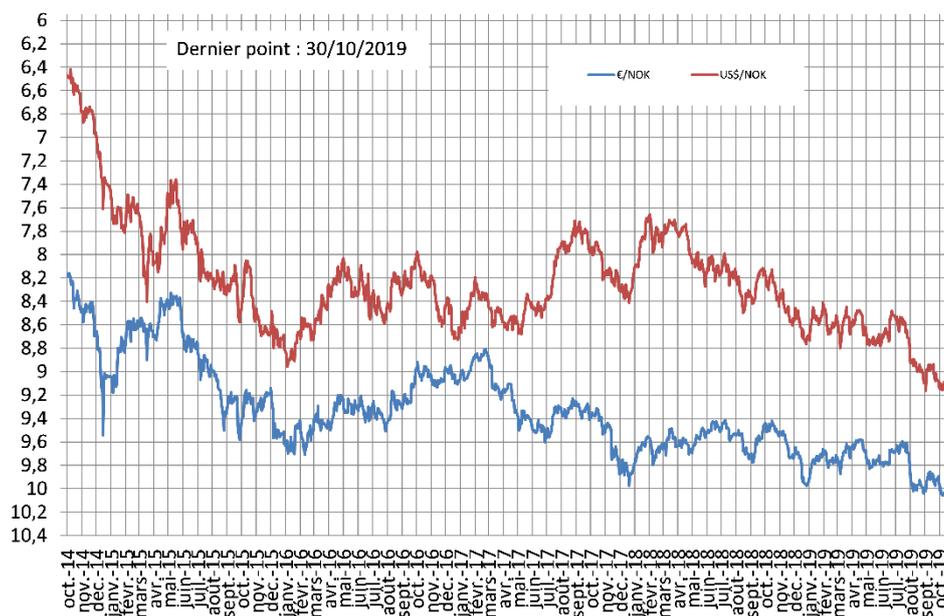


3. Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique (adresser les demandes à eric.duedal@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Eric Duedal (Chef du SER)

Revu par : Romain Saudrais (Conseiller financier)

Service Economique Régional (SER) de Stockholm

Ambassade de France en Suède

Adresse : Storgatan 11 // 114 44 Stockholm

Avec les contributions des Services Economiques de Copenhague (M. Bouteiller, M. Valeur, R. Duvernay, B. Valilou), Helsinki (P. Pouliquen, L. Vihinen, J. Zribi), Oslo (B. Zanghellini, B. Mondy), de l'ambassade de France en Islande (G. Gallot, L. Courtade) et du Service Economique Régional de Stockholm (F. Lemaître, R. Saudrais, J. Grosjean, F. Caudron).